

AICF: Débat Multi-Partenaires

FAO – Rome – le 12 octobre 2009

“Honorer les engagements pour éradiquer la faim et la malnutrition d’ici 2025”

RÉSUMÉ

Il existe une longue tradition du non-respect des engagements pris par les gouvernements pour réduire la faim lors des sommets successifs et des réunions de haut niveau. Plusieurs organisations de la société civile (OSC) ont donc proposé un mécanisme destiné à formaliser les engagements des gouvernements pour les inciter à prendre les mesures nécessaires à l'éradication de la faim. Ce mécanisme vis à accroître le niveau de responsabilité des gouvernements en leur demandant d'honorer leurs engagements.

L'Alliance internationale contre la faim (AICF) a organisé un débat avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux pour examiner cette proposition. La réunion était présidée par Dr. Kwesi Atta-Krah, président du groupe de travail d'AICF. La proposition des ONG présentée par M. Chris Eláter, conseiller en politique d'Oxfam international, a été suivie d'une table ronde et d'un débat avec la salle. Le Panel comprenait M. Moleka Mosisi du Centre africain pour la sécurité alimentaire (ACFS); M. James Harvey, Représentant permanent du Royaume-Uni et Ambassadeur auprès de la FAO; le Professeur M.S Swaminathan, Président de la M.S Swaminathan Research Foundation (MSSRF); M. Mario Arvelo, Représentant permanent de la République dominicaine, Ambassadeur auprès de la FAO et Président du chapitre de Rome du G-77 pour 2009 et M. Aksel Naerstad, Coordinateur international de la campagne *More and Better*.

Selon M. Leather la proposition invitait les gouvernements à faire une Déclaration volontaire dans laquelle ils s'engagent notamment à respecter leurs obligations légales de protéger, de respecter et d'accomplir le droit de chacun à une alimentation adéquate. Dans cette Déclaration, les gouvernements s'engagent à préparer dans un délai de deux ans un Plan d'action national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour éradiquer la faim comprenant des objectifs intermédiaires datés ainsi que l'engagement de se conformer aux "directives volontaires sur le droit à l'alimentation" comme point de référence. Ils conviennent aussi de soutenir les efforts d'autres pays dans ce sens. En déposant cette Déclaration et le Plan dans un Registre public international des engagements, hébergé par le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) réformé, les gouvernements acceptent d'être tenus publiquement responsables de leur engagement.

M. Leather a indiqué que les OSC envisageaient de lancer une campagne mondiale en faveur de cette initiative visant à mobiliser un soutien populaire pour l'adoption par les gouvernements d'objectifs définis dans le temps.

Au cours du débat qui a suivi, les orateurs se sont félicités de l'initiative prise par l'AICF d'organiser un tel débat. Cette initiative répond en effet à une exigence largement partagée d'une plus grande responsabilisation des gouvernements et de la traduction des intentions politiques en mesures concrètes. Toutefois, il ne sera pas aisé de persuader les gouvernements d'adopter une telle démarche. Les parrains de cette proposition devraient, donc, commencer par essayer de convaincre un certain nombre de pays sélectionnés en fonction de leurs engagements et actions à éradiquer la faim. La proposition pour une campagne a été accueillie favorablement.

Les questions soulevées par le public ont porté notamment sur la nécessité de renforcer et soutenir les Alliances nationales contre la faim là où elles existent et de favoriser la création d'Alliances nationales dans de nouveaux pays; la complémentarité potentielle entre la proposition et les accords nationaux "compacts" promus par le Programme détaillé pour le développement agricole africain (PODAA), la nécessité d'approfondir davantage la proposition pour la mettre en conformité avec le processus de réforme du CSA en cours et celle de s'assurer que les politiques d'éradication de la faim soient intégrées dans les constitutions des pays concernés.

M. Leather a indiqué que la proposition serait amendée et discutée avec les gouvernements intéressés et ce, en se référant en particulier à la Déclaration du prochain Sommet de la sécurité alimentaire.

En clôturant le débat, le présidenta estimé que la proposition des OSC était d'actualité et constituait une avancée dans la bonne direction. Il a encouragé l'AICF et les OSC partenaires à poursuivre leur action dans le contexte du CSA réformé afin de s'assurer que les mécanismes de responsabilisation soient en effet intégrés dans le fonctionnement du CSA rénové ainsi qu'au sein du système de gouvernance de la sécurité alimentaire au niveau mondial et national.

Il a remercié les membres du panel et tous les participantes de leur contribution au débat et le secrétariat de l'AICF pour son organisation.